



## A désespérer ?

L'année 2012 qui vient de s'achever aura été difficile pour les grands prédateurs français.

D'abord, le lynx : en dépit des demandes répétées des associations –au premier rang desquelles FERUS –, aucun plan national organisant la conservation à moyen terme de cette espèce n'a vu le jour. Et pendant ce temps, l'animal semble au bord de l'extinction dans son noyau vosgien, là où il a été réintroduit il y a 30 ans. Le braconnage, les accidents de la route auront-ils eu raison de cette population fragilisée ?

A priori plus enviable en terme de croissance de population, la situation du loup s'est récemment détériorée avec les initiatives automnales de parlementaires de tous horizons, souvent sur le retour et en quête de rebond : pour se refaire une popularité sur le dos de cet animal, les Chevènement, Hue, Gaymard, Accoyer et autres, rejoints par l'inévitable Lassalle, ont rivalisé d'imagination pour réduire le loup, la protection dont il jouit, les territoires où il essaime. A cela s'ajoute la prise de position stupéfiante du parc national des Cévennes, dont le conseil s'est déclaré hostile au retour du loup, illustrant ainsi la dérive des parcs nationaux. Reste à voir ce que va nous réserver le prochain plan loup : ira-t-on vers un cantonnement de fait, sinon de droit, de l'espèce sur l'arc alpin et son élimination des zones de colonisation ?

Reste l'ours : si le dynamisme démographique exceptionnel de la population des Pyrénées centrales constitue une divine surprise et garantit la présence de l'espèce à court terme sur le massif, d'autres indicateurs sont moins encourageants : il en est ainsi de la consanguinité de cette population qui fait planer une menace à moyen terme en l'absence de sang neuf. Et, plus lourd, plus symbolique, est l'extinction graduelle du noyau occidental, cœur historique de la zone de présence du plantigrade, en dépit des promesses de renforcement reniées par Sarkozy. Et il ne semble pas qu'il faille attendre grand chose de l'actuelle ministre de l'écologie. L'évanescence responsable de la biodiversité au gouvernement est apparue plus sensible aux positions des adversaires des grands prédateurs qu'aux arguments des associations de protection de la nature, du moins jusqu'à ce que les associations soient enfin reçues au ministère le 10 janvier dernier. Et les seules mesures prises concernant l'ours (effarouchement de Cannellito) vont davantage dans le sens de l'exclusion que de la cohabitation.

Dans ce tableau plutôt sombre, demeurent quelques touches plus claires. D'abord, les traités européens et internationaux qui constituent des garde-fous contre les dérives démagogiques, locales ou nationales. Ensuite, l'opinion publique, qui reste sensible à ces symboles de la biodiversité. Enfin, les associations, dont l'action a permis de faire entendre la « voix des sans voix » (Parole d'ours l'illustre au sens propre des mots), d'avancer des solutions de cohabitation durable (pastoraLoup en est sans doute la plus novatrice) et d'apporter la contradiction aux anti-prédateurs avec fermeté, y compris par voie de justice, sans renoncer au dialogue. Ce sont ces lueurs d'espoir qui doivent soutenir nos volontés dans ces temps difficiles.

*Marc Besne, adhérent actif du réseau Paris de FERUS, janvier 2013.*